



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session

Victoria Falls (Zimbabwe), 23-27 mars 2020

Progrès accomplis en ce qui concerne le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) de la région Afrique

Résumé

Le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement (PEID) a été lancé officiellement à la quarantième session de la Conférence de la FAO, en juillet 2017. L'Organisation contribue à sa mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative interrégionale sur les petits États insulaires en développement.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

1. Le volet du Programme d'action mondial consacré aux PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien doit recevoir une attention particulière.
2. Les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien doivent veiller à affecter des ressources suffisantes aux priorités du Programme.
3. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes facilitant la participation du secteur privé aux investissements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les PEID.
4. Les PEID doivent tirer parti de l'Initiative Main dans la main pour résoudre les difficultés auxquelles ils sont confrontés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
5. Il convient d'assurer le dialogue avec des organismes économiques régionaux tels que la Commission de l'océan Indien (COI), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC).

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale
ARC-Secretariat@fao.org

1. Le Programme d'action mondial et l'Initiative interrégionale, qui sont les principaux mécanismes de mise en œuvre de la FAO, ont été conçus en tenant compte du fait que les PEID font face à de nombreux obstacles communs qui entravent leur développement durable, à savoir une base de ressources réduite, la dépendance à l'égard des ressources océaniques, la fragilité des milieux naturels, la dépendance à l'égard des marchés instables, les importations élevées de produits alimentaires et les coûts importants de l'énergie, du transport et de la communication.
2. Ces contraintes les rendent plus sensibles aux chocs et limitent le développement des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie à vocation commerciale.

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

3. Les priorités définies dans le Programme d'action mondial ont été incorporées au cadre de programmation par pays de chaque Membre, et tous les programmes et/ou projets qui s'inscrivent dans ce dernier y contribuent.
4. Le programme régional consacré aux PEID africains a été officiellement inauguré à la trentième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, qui s'est tenue au Soudan en 2018. Les différentes interventions contribuant à l'Initiative interrégionale ont été recensées:
 - certaines actions relevaient du Programme stratégique 4 de la FAO (systèmes alimentaires), et d'autres du Programme stratégique 3 (réduction de la pauvreté rurale);
 - un cadre de programmation pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien (Cabo Verde, les Comores, la Guinée-Bissau, Madagascar, les Maldives, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles et Zanzibar [République-Unie de Tanzanie]) a été élaboré;
 - deux pays ont bénéficié des possibilités offertes par la Stratégie de la FAO en ce qui concerne les activités de l'Organisation relatives au changement climatique en Afrique subsaharienne (Cabo Verde et les Seychelles);
 - des projets visant à freiner l'invasion de chenilles légionnaires d'automne ont été mis en œuvre à Cabo Verde, en Guinée-Bissau, à Madagascar et à Maurice;
 - un soutien a été apporté à la promotion de systèmes de production devant permettre d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la coopération Sud-Sud.
5. Au plan régional, dans la région de l'océan Indien:
 - un Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) de la COI a été défini et conçu en tant qu'assistance commune du Programme de coopération technique de la FAO et du Fonds international de développement agricole (FIDA);
 - la Commission des thons de l'océan Indien a été créée, conformément à l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO.
6. Dans la région de l'océan Atlantique:
 - Cabo Verde et la Guinée-Bissau, de même que des organisations régionales et internationales telles que la CEDEAO, le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles, le Centre mondial d'agroforesterie, l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides et le Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ont bénéficié des possibilités offertes par la Stratégie de la FAO en ce qui concerne les activités de l'Organisation relatives au changement climatique en Afrique subsaharienne.

Le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien (PRESAN)

7. Le PRESAN vise à approfondir la coopération et à accroître le commerce interinsulaire. Ces démarches, qui ont pour finalité de libérer tout le potentiel de production alimentaire de la région, doivent être renforcées par la participation active du secteur privé. L'idée est de créer un système inclusif, équitable et connecté dans lequel toutes les parties prenantes intervenant dans la production, la transformation, le transport et le commerce des denrées alimentaires communiquent avec celles qui fournissent les biens et services qui sont nécessaires à l'exécution de ces activités dans de bonnes conditions commerciales.
8. Le PRESAN est la manifestation d'une volonté commune de réaliser l'objectif d'une croissance partagée et d'un accès quotidien à des produits alimentaires sains en quantité suffisante dans la région. L'approche privilégiée par le PRESAN repose sur les échanges intrarégionaux d'informations, d'expériences, de savoir-faire, de technologies et de denrées alimentaires.

9. Plusieurs réalisations ont été accomplies depuis que le PRESAN a été élaboré, en février 2016, avec l'appui technique et financier de la FAO, à savoir:

- la signature, en novembre 2018, d'un protocole d'accord de coopération stratégique entre la FAO et la COI;
- la création de l'Unité de coordination régionale du PRESAN au sein du Bureau de la FAO à Antananarivo;
- la désignation d'agents de liaison du PRESAN au sein d'institutions agricoles dans chaque État membre de la COI, dont la mission est de coordonner les initiatives du programme au plan national;
- la tenue de quatre réunions du Comité directeur du PRESAN à Madagascar (juin et décembre 2018), à la Réunion (mai 2019) et aux Seychelles (décembre 2019);
- la mise sur pied de comités techniques et de comités de suivi nationaux aux fins de la mise en œuvre intersectorielle des activités du PRESAN. Ces comités rassemblent des représentants du secteur public (parlementaires et agents de ministères et d'organismes publics, par exemple), du secteur privé (entreprises agroalimentaires) et d'organisations de producteurs agricoles et d'organisations de la société civile, ainsi que des partenaires financiers et techniques actifs dans les secteurs du développement agricole;
- des campagnes de sensibilisation du public aux méthodes et objectifs du PRESAN au moyen de vidéos et d'outils de communication;
- la mise en évidence formelle des chaînes de valeur prioritaires à l'échelle régionale grâce à l'analyse des données sur les marchés;
- des études visant à appuyer le développement des chaînes de valeur régionales prioritaires;
- l'analyse des normes et des règles qui régissent le commerce des produits agricoles et alimentaires aux fins de la facilitation du commerce interinsulaire de ces produits;
- une étude en cours d'achèvement consacrée à l'établissement de la plateforme d'information sur les possibilités commerciales intrarégionales dans le cadre de l'initiative de soutien au développement du commerce intrarégional de produits agricoles, à l'appui de la mise en œuvre du PRESAN;
- la mise à disposition prochaine d'un document de programme élaboré à partir d'études sur les chaînes de valeur aux fins de l'amélioration de la mobilisation des ressources et du positionnement des partenaires.

Enseignements tirés de la définition et de la mise en œuvre en cours du volet du Programme d'action mondial consacré aux petits États insulaires en développement de l'Atlantique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de la mer de Chine méridionale

1. Agriculture et changement climatique

Les PEID de l'Atlantique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de la mer de Chine méridionale et Madagascar¹ sont particulièrement exposés aux effets du changement climatique. L'intensité croissante des cyclones et des sécheresses et les tempêtes fréquentes, par exemple, mettent en évidence les risques associés aux catastrophes naturelles.

Les secteurs les plus vulnérables face aux effets du changement climatique sont les suivants:

- les ressources en eau: l'eau de consommation et l'eau d'irrigation se font rares et cette raréfaction se répercute sur les activités agricoles;

¹Bien qu'elle ne soit pas considérée comme un PEID, Madagascar est confrontée aux mêmes difficultés que les PEID voisins.

- les infrastructures: celles-ci sont souvent endommagées par les pluies torrentielles qui se font de plus en plus fréquentes, et le manque de sources d'énergie a une incidence sur le développement industriel;
- l'agriculture, y compris la pêche et l'élevage: les précipitations sont insuffisantes et la température augmente, alors que 90 pour cent des activités agricoles dépendent des chutes de pluie. L'amenuisement des zones propices à l'agriculture et la perte de terres arables réduisent encore davantage la production de denrées alimentaires agricoles et obligent les populations vulnérables à se déplacer. Les migrations internes commencent à poser problème sur une grande île comme Madagascar et constituent une nouvelle source de difficultés pour les régions d'accueil;
- le transport: les infrastructures routières résistent difficilement aux effets du changement climatique. À cette fragilité s'ajoutent la vétusté des moyens de navigation ainsi que les risques et les dépenses que cela engendre;
- la santé: le changement climatique influe également sur la santé de la population, provoquant notamment la propagation du paludisme, de la dengue et d'autres maladies à transmission vectorielle.

2. Malnutrition et insécurité alimentaire

En raison du caractère fragile et non viable de leur système alimentaire, les PEID de ces régions sont touchés par la malnutrition sous toutes ses formes.

- Il existe un lien entre la modification des modes de consommation et des modes de vie, qui trouve souvent son origine dans la réorientation de l'économie nationale et l'intensification du développement socioéconomique, et la dégradation de la santé;
- la pauvreté reste généralisée dans les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien et va de pair avec la faim et la malnutrition (sous-alimentation);
- les effets cumulés du changement climatique et les problèmes qui en découlent sont un lourd fardeau pour les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien;
- la plupart des PEID de l'Atlantique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de la mer de Chine méridionale présentent un déficit alimentaire et importent 70 à 80 pour cent des denrées qu'ils consomment;
- le développement national des PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien est fortement tributaire des ressources océaniques.

3. Développement et renforcement des capacités d'adaptation dans les PEID

À l'absence, généralement admise, de conditions ou d'un contexte favorables et satisfaisants dans les PEID s'ajoutent, d'une part, un manque de capacités en matière de réduction des risques de catastrophe dans l'agriculture et les secteurs apparentés et, d'autre part, des capacités humaines et institutionnelles insuffisantes qui ne leur permettent pas d'exploiter les technologies adéquates. Les possibilités d'investissement en amont en faveur de l'atténuation des risques sont également limitées.

Pour venir à bout de toutes ces difficultés et renforcer les capacités d'adaptation des PEID, l'Initiative interrégionale de la FAO, conçue dans le cadre du Programme d'action mondial, met en évidence les actions à entreprendre:

- créer un contexte et des conditions plus favorables à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition;
- mettre en place un système alimentaire durable et solide qui contribue à améliorer la nutrition et à garantir une alimentation saine;
- permettre aux communautés de bénéficier de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition en favorisant leur autonomisation économique et sociale et en créant des programmes de protection sociale;

- renforcer les systèmes d'alerte rapide en donnant la priorité à l'atténuation et à la prévention;
- améliorer le système d'information aux plans national et régional en vue de surveiller l'apparition de nouvelles menaces pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- créer des dispositifs facilitant l'établissement de partenariats public-privé et l'investissement dans les secteurs du développement rural;
- renforcer/transformer les cadres de coordination existants (définir leur nature et la procédure de prise de décisions, sensibiliser les décideurs au sein des pouvoirs publics et renforcer les capacités et les institutions);
- encourager la collecte de données et la prise de décisions fondée sur des éléments concrets. (Il est important d'améliorer la prise de décisions fondée sur des données et des éléments concrets – il convient pour cela de convaincre les décideurs. En effet, les partenaires de financement doivent absolument pouvoir s'assurer que les ressources sont utilisées de façon optimale.)